

Luxembourg, le 10 juin 2023

Résolution sur le développement de l'économie européenne

Commission de l'Économie et du Travail

(version originale)

Au cours des dernières décennies, l'Union européenne a enregistré une croissance économique considérable avec une hausse de 17,5 %¹ de son PIB depuis la crise financière de 2008. Cependant, elle doit faire face à des défis économiques majeurs tels que la dépendance aux importations d'énergie et de matières premières, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée et le retard technologique. En effet, l'UE est devenue de plus en plus dépendante des pays étrangers, comme en témoigne la forte détérioration de sa balance commerciale, qui est passée d'un excédent de 2,9 milliards d'euros en août 2021 à un déficit de 50,9 milliards d'euros en août 2022². En outre, l'accroissement considérable de cette dépendance met en péril l'économie européenne avec des hausses des prix de l'énergie et des produits alimentaires, comme celles engendrées par des événements récents tels que la guerre en Ukraine et l'épidémie de COVID-19, qui ont fait grimper l'inflation en Europe à plus de 10 % en janvier 2023³. Ces faits démontrent qu'une dépendance généralisée à l'égard de pays tiers compromet la croissance économique de l'UE et menace sa compétitivité sur la scène internationale.

Le maintien d'une croissance économique stable est vital pour assurer le bien-être et la qualité de vie des citoyens européens. C'est pourquoi le Parlement des Jeunes du Luxembourg a décidé, pour sa session 2022-2023, de se concentrer sur la thématique du développement de l'économie européenne et se permet de proposer dans la présente résolution ses solutions aux problématiques énoncées.

¹ <https://www.ouest-france.fr/europe/ue/depuis-10-ans-le-pib-de-l-union-europeenne-progresse-malgre-la-crise-6111029>

² <https://ec.europa.eu/eurostat/documents/2995521/15131943/6-14102022-AP-FR.pdf/86a0971f-0fa2-64ff-f5a6-ae2a495d6d6d>

³ <https://www.touteleurope.eu/economie-et-social/le-taux-d-inflation-en-europe/>

- A. Inquiet de la dépendance croissante de l'Europe à l'égard des États autoritaires⁴ connus pour leurs violations des droits de l'homme, qui constituent une valeur essentielle et le fondement de la paix dans l'Union européenne. L'invasion de l'Ukraine par la Russie ainsi que la menace d'agression de la Chine contre Taïwan, qui pourraient entraîner des sanctions et des pénuries d'approvisionnement affectant la croissance économique de l'UE et entraînant une hausse des prix des produits ou des biens importés, viennent illustrer cette problématique. Il est donc essentiel que l'UE prenne en compte cet aspect dans ses choix de partenaires commerciaux, d'autant plus qu'elle se définit avant tout par des valeurs fondamentales telles que la démocratie, les droits de l'homme et la paix, qui figurent au cœur de son identité. De plus, l'UE a reçu le prix Nobel de la paix en 2012 pour son engagement en faveur de ces valeurs en Europe. Il est donc incohérent de s'associer avec des pays qui vont à l'encontre de ces valeurs.
1. Au cours des dernières décennies, l'Union européenne est devenue de plus en plus dépendante des pays étrangers pour son approvisionnement en énergie, comme le montre le taux d'importation d'énergie, qui est passé de 44 % en 1990 à 55,5 % en 2021⁵. La Russie est encore l'un des principaux fournisseurs d'énergie de l'Europe, notamment pour le gaz. Bien que les importations aient diminué de 33 % au cours de la dernière décennie, plus de 40 %⁶ des importations européennes de gaz provenaient encore de la Russie en 2021⁷. Les prix du gaz ont augmenté de 269 euros par mégawattheure⁸ entre le 22 février 2022 et le 7 mars 2022 en raison de l'invasion de l'Ukraine, qui a eu lieu le 24 février 2022.
 2. Par conséquent, l'importation de 21 %⁹ de gaz en provenance du Qatar constitue un risque potentiel de dépendance pour l'UE, qui pourrait compromettre ses valeurs fondamentales, notamment en raison des accusations de corruption et du non-respect des droits humains dans ce pays. Afin d'aligner ses décisions d'approvisionnement en énergie avec ses valeurs fondamentales, il est important que l'UE prenne en compte cet aspect dans ses choix de partenaires commerciaux.
 3. La dépendance aux importations de matières premières est un défi majeur pour l'Europe, en particulier en ce qui concerne les terres rares, dont 86 %¹⁰ de l'approvisionnement mondial est assuré par la Chine. Cette dépendance

⁴<https://www.google.com/url?q=https://edition.cnn.com/2022/11/30/economy/europe-china-trade-tension/index.html&sa=D&source=docs&ust=1674508951670909&usg=AOvVaw13ynk7-mmNcmG-p5PHydtz>

⁵ <https://www.touteleurope.eu/environnement/la-dependance-energetique-europeenne/>

⁶ https://commission.europa.eu/news/focus-reducing-eus-dependence-imported-fossil-fuels-2022-04-20_fr

⁷ idem

⁸ <https://www.cnews.fr/monde/2022-03-07/guerre-en-ukraine-le-prix-du-gaz-explose-1189978>

⁹ <https://fanack.com/economy-en/qatar-takes-the-lead-in-europes-race-for-gas~242345/>

¹⁰ <https://www.euractiv.fr/section/commerce-industrie/news/dependance-aux-matieres-premieres-chinoises-lue-doit-se-preparer-au-pire/>

croissante à l'égard de la Chine pour les terres rares, en particulier le lithium raffiné, le cobalt et le graphite utilisés dans la production de batteries lithium-ion, est préoccupante au regard des objectifs ambitieux de la Commission européenne, qui vise à franchir la barre des 30 millions de voitures électriques en circulation sur nos routes d'ici à 2030¹¹. Dans ce contexte, la dissociation entre l'UE et la Chine revêt une grande importance, car selon les prévisions de la Banque mondiale, la demande de matières premières essentielles devrait augmenter de 500%¹² d'ici à 2050, ce qui entraînera une augmentation considérable de leur prix.

- B. Analysant le retard grandissant que l'Union européenne accuse dans le domaine des nouvelles technologies par rapport aux États-Unis et la Chine¹³ et qui peut entraîner une perte de compétitivité pour les entreprises européennes, réduisant l'innovation au sein de l'UE et provoquant une dépendance technologique et une baisse des nouveaux emplois créés.
1. Les entreprises européennes dépendantes dans une trop grande mesure des entreprises étrangères en matière d'intelligence artificielle (IA) en raison d'un manque d'investissements dans ce domaine. Cette dépendance risque de s'aggraver à l'avenir si aucun changement n'intervient. Les entreprises américaines et chinoises investissent davantage dans la recherche et le développement en matière d'IA, ce qui procure un avantage concurrentiel à ces entreprises par rapport aux entreprises européennes. Si l'Europe ne parvient pas à développer son propre savoir-faire en matière d'IA, la dépendance des entreprises européennes à l'égard de fournisseurs externes en sera renforcée, compromettant ainsi leur capacité à innover sur le marché et à protéger les données des usagers¹⁴.
 2. L'UE est confrontée à un retard considérable dans le développement des technologies de l'information et de la communication, en particulier en ce qui concerne la 5G. Plus de 50 %¹⁵ des équipements d'interconnexion associés à la technologie 5G proviennent de Chine, ce qui soulève des inquiétudes quant à la responsabilité des États autoritaires dans la gestion des technologies de communication de l'UE et la protection de la vie privée des utilisateurs. Ces chiffres soulignent à quel point il est urgent que l'UE comble rapidement son

¹¹ https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/STATEMENT_22_3643

¹² <https://www.euractiv.fr/section/commerce-industrie/news/dependance-aux-matieres-premieres-chinoises-lue-doit-se-preparer-au-pire/>

¹³ <https://www.mckinsey.com/capabilities/strategy-and-corporate-finance/our-insights/securing-europes-competitiveness-addressing-its-technology-gap>

¹⁴ <https://sciencebusiness.net/news/eu-companies-danger-ai-dependence-us-and-china>

¹⁵ <https://cepa.org/article/ban-huawei-not-europe/>

retard en matière de technologies de l'information et de la communication pour pouvoir rester compétitive sur le marché mondial. Cependant, cette dépendance technologique de l'Europe pourrait compromettre sa capacité à innover et à développer des technologies de façon indépendante, mettant ainsi en danger la position concurrentielle des entreprises européennes sur le marché mondial.

- C. Constatant que les entreprises européennes enregistrent des performances décevantes dans leur secteur de la technologie par rapport à celles de pays hors de l'UE, notamment les États-Unis.
1. Les entreprises européennes affichent une rentabilité de 20 %¹⁶ inférieure à celle d'entreprises installées en dehors de l'UE en ce qui concerne leur retour sur capitaux investis.
- D. Profondément préoccupé par la grave pénurie de main-d'œuvre qualifiée au sein de l'UE, qui ne fera que s'aggraver au cours des prochaines décennies. Cette pénurie se fait particulièrement ressentir dans le secteur de la construction, où de nombreuses entreprises s'attendent à des répercussions dues au manque de personnel (94 %), mais aussi dans l'industrie (89 %), chez les prestataires de services (84 %) ou dans le commerce (82 %)¹⁷. Il en va de même pour les professions relevant des mathématiques, de l'informatique, des sciences naturelles et de la technologie¹⁸, où l'innovation, la compétitivité et la croissance économique de l'UE seront mises en péril.
1. En Europe, plus de 70 %¹⁹ des entreprises ont déclaré que le manque de personnel disposant de compétences numériques adéquates constituait un obstacle à leur progrès. Or, une personne sur trois²⁰ qui travaille en Europe manque de compétences numériques de base.
 2. La baisse de la quantité de main-d'œuvre qualifiée s'est traduite par une augmentation de 13,40 €²¹ du coût horaire de la main-d'œuvre dans les domaines de l'industrie et des services marchands entre 2000 et 2023, mettant en danger la compétitivité des entreprises de l'UE sur le marché mondial.

¹⁶<https://www.mckinsey.com/capabilities/strategy-and-corporate-finance/our-insights/securing-europes-competitiveness-addressing-its-technology-gap>

¹⁷<https://www.dihk.de/de/themen-und-positionen/fachkraefte/beschaeftigung/fachkraeftereport-2021/fachkraeftemangel-mit-gravierenden-folgen--61818>

¹⁸<https://www.welt.de/politik/deutschland/video242352705/MINT-Herbstreport-zeigt-gravierenden-Fachkraeftemangel.html>

¹⁹ <https://digital-strategy.ec.europa.eu/en/policies/digital-skills-and-jobs>

²⁰ idem

²¹<http://www.rexecode.fr/public/Indicateurs-et-Graphiques/Competitivite-l-observatoire/Indicateurs-du-cout-de-l-heure-de-travail-en-Europe/Les-couts-de-la-main-d-oeuvre-dans-l-Union-europeenne-au-3e-trimestre-2022>

Le Parlement des Jeunes,

1. souligne l'importance de l'autonomie stratégique et la nécessité de se préparer aux imprévus tels que les sanctions ou les interdictions d'exportation. L'UE doit abandonner son comportement réactif et adopter une approche proactive. La dépendance à l'égard des États non démocratiques doit être éliminée pour favoriser l'autonomie européenne et maintenir les valeurs et la paix en Europe. Le commerce avec les États autoritaires est inévitable, mais doit être réduit au minimum. En procédant de la sorte, l'UE assurera une maîtrise de l'approvisionnement, ce qui lui permettra de garantir la croissance économique, de limiter les hausses de prix et de réduire les importations, ce qui contribuera à diminuer l'effet de serre et à faire du Pacte vert pour l'Europe une réalité.
 - a. Pour combattre la dépendance énergétique envers les pays étrangers, il est nécessaire de diversifier les sources d'approvisionnement en énergie. Cela stabilisera les dépenses et évitera de soudaines hausses de prix, garantissant aussi la stabilité de ces liens pour assurer le maintien des prix. Pour se libérer des énergies fossiles, il est primordial d'investir dans les énergies renouvelables telles que l'énergie solaire photovoltaïque afin d'encourager la production d'énergie locale. Il convient aussi d'investir dans d'autres formes d'énergies renouvelables comme l'énergie éolienne, la biomasse et l'énergie hydraulique pour réduire le besoin de combustibles fossiles provenant d'autres pays. Il est également vital d'investir dans la recherche et le développement de nouvelles technologies, comme la capture et le stockage du carbone. En outre, il est primordial d'encourager l'efficacité énergétique en modernisant les infrastructures existantes, en adoptant des comportements écoresponsables tels que le recours à l'éclairage LED et en réduisant la consommation d'eau.
 - b. L'établissement de nouveaux partenariats commerciaux avec des pays émergents est d'une importance capitale, mais l'UE doit veiller à ne pas devenir trop dépendante de l'importation de produits en provenance de ces pays. Cependant, il convient de garder à l'esprit que le commerce avec des États qui ne sont pas encore libéralisés peut être bénéfique pour leur développement et l'amélioration des conditions de vie de leur population. Toutefois, ce commerce n'est pas sans risques et peut entraîner des imprévus qui pourraient déstabiliser l'économie européenne et s'accompagner d'une augmentation du prix des importations.
 - c. Pour limiter cette dépendance, il est nécessaire de diversifier les sources d'approvisionnement. L'investissement dans les industries extractives et la construction de centres de raffinage en Europe pour permettre une production

interne revêtent une importance essentielle. Il est également nécessaire d'investir dans la recherche de nouvelles technologies pour améliorer l'efficacité de l'utilisation de ces matières premières.

2. appelle les gouvernements européens à investir davantage dans la recherche et le développement de technologies innovantes en Europe afin d'accroître la compétitivité des entreprises européennes, de favoriser l'innovation au sein de l'UE, de réduire notre dépendance technologique à l'égard d'autres pays et de promouvoir la création d'emplois.
 - a. Afin de réduire la dépendance des entreprises européennes en matière d'intelligence artificielle, il est important d'investir dans les start-up, les universités et les centres de recherche. Une telle initiative entraînera une croissance économique grâce à la création de nouveaux emplois dans le secteur de l'IA. L'UE doit être proactive dans ses investissements plutôt que d'attendre que des États étrangers investissent. Les investissements élimineraient la dépendance potentielle à l'égard d'autres pays et permettraient aux entreprises européennes de réduire l'avantage concurrentiel des États étrangers dans le domaine de l'IA. L'acquisition de savoir-faire en matière d'IA permettra également à l'UE d'innover.
 - b. La dépendance envers la Chine en matière de 5G peut être limitée avec des investissements dans des start-up européennes qui fabriquent des installations pour assurer la couverture et la connexion du réseau 5G. Une telle démarche assurerait la protection de la vie privée des utilisateurs. Elle garantirait en outre la souveraineté de l'UE en réduisant la dépendance aux technologies importées, fortifierait la compétitivité et assurerait un avenir innovant et durable de l'UE.
3. incite l'Union européenne à adopter une approche proactive pour aider les entreprises européennes à être plus performantes en encourageant l'innovation et l'investissement dans la recherche et le développement.
 - a. De plus, des avantages fiscaux devraient être offerts aux entreprises qui développent et commercialisent des technologies innovantes en Europe. Et la protection de la propriété intellectuelle pour les inventions et les innovations mises au point en Europe devrait être renforcée. En investissant dans les technologies avancées, en encourageant l'adoption de normes largement répandues pour la gestion de la chaîne d'approvisionnement et en finançant des programmes de recherche et développement, l'économie européenne peut assurer son développement à l'échelle mondiale.

4. souligne l'importance d'attirer des talents dans des domaines relevant des mathématiques, de l'informatique, des sciences naturelles et de la technique pour assurer la compétitivité et la croissance économique de l'UE, mais aussi dans divers secteurs professionnels comme la construction, l'industrie et le commerce pour combattre la pénurie.
 - a. Pour y parvenir, il est crucial d'investir dans la main-d'œuvre locale en mettant en place des programmes de formation et de développement des compétences. Une telle démarche permettra de réduire le nombre d'Européens qui manquent de compétences numériques de base, de renforcer les capacités des employés et de répondre aux besoins des employeurs. Il convient d'assurer que l'objectif de l'UE qui prévoit que 80 %²² de l'ensemble des adultes doivent posséder des compétences numériques de base est atteint et de réduire le nombre d'adultes non qualifiés.
 - b. L'amélioration des conditions de travail et du bien-être des travailleurs de même que la simplification des procédures de regroupement familial faciliteraient l'intégration des travailleurs étrangers et de leurs familles dans les pays de l'UE. L'accélération et la simplification des procédures d'obtention de visas ou de permis de travail peuvent accroître l'attractivité de l'Europe pour les talents internationaux et réduire la pénurie de main-d'œuvre. Pour garantir l'hébergement et les conditions de vie de ces talents internationaux, l'UE doit également investir dans des infrastructures appropriées, notamment en matière de logement et de transport.

En conclusion, il est impératif que l'UE diversifie ses sources d'approvisionnement et établisse de nouveaux partenariats pour réduire sa dépendance en matière d'énergie et de matières premières. Pour encourager l'innovation en Europe, des investissements significatifs dans la recherche et le développement sont indispensables. De même, la création d'emplois de qualité permettrait d'atténuer la pénurie de main-d'œuvre qualifiée. En effet, la croissance économique est un élément essentiel pour assurer le bien-être des citoyens européens. Par conséquent, il est d'une importance capitale que l'Union européenne mette en œuvre des politiques visant à stimuler l'innovation, à promouvoir la formation et à encourager l'investissement dans l'économie européenne. Dans ce cadre, cette décision suggère des actions courageuses qui sont à présent nécessaires pour préserver les économies de l'Union européenne d'un éventuel effondrement.

²²<https://ec.europa.eu/social/main.jsp?langId=en&catId=1223&furtherNews=yes&newsId=10521>